

MAIRIE de LE PRADET
EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS
du Conseil Municipal
de la Commune de LE PRADET

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
33	33	33

23-DCM-DGS-086

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS & LE 18 DECEMBRE à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, en séance publique, à l'hôtel de ville, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

Date d'envoi de la convocation et de l'affichage : le 11 décembre 2023.

OBJET : **RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION-CADRE 2024-2026 AVEC LE CENTRE DE GESTION DU VAR VISANT LA GESTION DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES.**

PRESENTS : Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Jean-François PLANES - Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Jean-Claude VEGA - Agnès BIASUTTO - Magali VINCENT - Christian GARNIER - Jacques PAGANELLI - Patrick ROUAS - Chantal JOVER - Thomas MICHEL - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Emilie ROY - Mylène SORIANO - Armand CABRERA - Bernard PEZERY - Eric JOFFRE - Valérie RIALLAND - Viviane TIAR - Martine CABOT - Denis TENDIL

POUVOIRS : Marine DESIDERI à Isabelle ROGER - Graziella PIRAS à Stéphanie ASCIONE - Martine CLOPIN à Cécile CRISTOL GOMEZ - Pascal CAMPENS à Hervé STASSINOS - Bérénice BONNAL à Jean-Claude VEGA - Serge VENNET à Jean-François PLANES - Marina BIANCHI BRONDINO à Armand CABRERA - Valérie POZZO DI BORGIO à Eric JOFFRE.

ABSENT : Néant.

SECRETAIRE de SEANCE : Emilie ROY est désignée secrétaire de séance.

Magali VINCENT donne lecture de l'exposé suivant :

Conformément à l'article 2 du décret n°2020-256 du 13 mars 2020, le dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes (DISIGN) peut être confié aux centres de gestion.

Aussi, dans le respect de ces dispositions, le CDG 83 propose aux collectivités territoriales et aux établissements publics affiliés de lui confier, par le biais de la présente convention-cadre, la gestion du dispositif signalement.

Le dispositif de signalement comporte à minima :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative.

Ces procédures ont été définies par le Centre de Gestion et sont détaillées aux articles 2 à 6 de la convention.

La collectivité a l'obligation de communiquer au CDG83 les coordonnées des services et professionnels demandés ainsi que les modalités d'accès à ces professionnels en complétant la fiche remise à cet effet. En cas de besoin, cette fiche devra être mise à jour sans délai.

Ce dispositif ne se substitue pas aux autres voies :

- Procédure pénale, article du code de procédures pénales, dépôt de plainte...
- Recours hiérarchique
- Saisine des représentants du personnel
- Réclamation auprès du défenseur des droits

La mairie du Pradet était sous convention avec le CDG 83 pour ce dispositif pour 2022-2023. Il s'agit d'un renouvellement de cette présente convention.

Des évolutions au niveau de la procédure seront probablement nécessaires pour parfaire ce dispositif.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- **D'autoriser** le renouvellement de la convention correspondante avec le CDG 83 telle qu'annexée à la présente note.
- **D'autoriser** M. Le Maire à signer tous les actes subséquents.

L'exposé mis aux voix est adopté à l'UNANIMITE.

33 voix POUR

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures.

Le Secrétaire de séance
Emilie ROY



Le Maire,
Hervé STASSINOS



CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecourts.fr .
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.